



Broadcasting Participation Fund
Le Fonds de Participation à la Radiodiffusion

Le Fonds de Participation à la Radiodiffusion (FPR), Inc.
Broadcasting Participation Fund (BPF), Inc.

Rapport annuel
2024

Préparé par le Conseil d'Administration du FPR et

Welch LLP[®]

Index

Rapport du Conseil d'Administration

Rapport du Gestionnaire de Coûts

 1.0 Déclaration de la raison d'être de l'entreprise

 2.0 Structure opérationnelle de l'entreprise

 3.0 Activités commerciales des administrateurs de l'entreprise

 4.0 Tâches du Gestionnaire de Coûts

 4.1 Stratégie institutionnelle

 4.2 Gestion active et générale du Fonds

 4.3 Rapport des résultats

 5.0 La proposition de valeur du FPR

 5.1 Qualité et professionnalisme

 5.2 Service en temps opportun

 5.3 Mobilisation communautaire

 5.4 Transparence

Examen de la gestion des risques

Résumé des informations financières 2024

Annexe I - États financiers audités 2024

Annexe II - Résumé des revendications 2024

Annexe III - Budget 2025

Annexe IV - Chronologie des événements clés

Rapport du Conseil d'Administration

L'année 2024 a débuté sur une note positive pour le Fonds de Participation à la Radiodiffusion (FPR) avec la signature, en janvier, de l'Entente de contribution avec le ministère du Patrimoine canadien pour un montant de 650 000 \$ sur une période de deux ans se terminant en mars 2025.

Au cours de l'année, le Fonds a connu une augmentation significative de demande de remboursement avec 57 demandes d'attribution de frais reçues, et pour un total de 531 359 \$. Il s'agit du nombre de demandes le plus élevé jamais accordé dans l'histoire du FPR, dépassant les records précédents, notamment les 44 demandes approuvées lors de l'année inaugurale en 2015.

Un total de 34 paiements d'attributions, s'élevant à 424 638 \$, ont été effectués à partir du Fonds en 2024, répartis comme suit :

- 2 demandes reçues à la fin de 2023 et payées au début de 2024, pour un total de 46 343 \$;
- 2 appels examinés et partiellement approuvés, totalisant 29 837 \$;
- 30 demandes reçues et payées au cours de la même année, pour un total de 348 458 \$.

De plus, 23 demandes totalisant 110 085 \$ ont été reçues à la fin de l'année 2024 et ont été comptabilisées en vue d'un examen par le Conseil en 2025.

Une grande variété de demandeurs a été financée dans le cadre de l'Entente, par exemple, Le Bureau de l'écran des Noirs (BÉN); l'office de la représentation des personnes handicapées à l'écran (ORPHÉ), , la Fédération culturelle canadienne-française, Open Média, Racial Equity Screen Office, the Ontario Association for the Deaf, the Canada Deaf Grassroots Movement, et L'Alliance des Producteurs francophones du Canada (APFC). Ces interventions précieuses ont aidé le CRTC à mieux comprendre les questions examinées lors des audiences, servant de points de référence pour la Commission quant à ce qui constitue l'intérêt public fondement même de la Loi sur la radiodiffusion. À titre d'exemple, l'intervention de l'Office de la représentation des personnes handicapées à l'écran (ORPHÉ) a fourni à la Commission des renseignements sur les types d'obstacles rencontrés par les personnes en situation de handicap. L'intervention d'ORHPÉ a identifié quatre domaines clés nécessitant une action urgente et a formulé des recommandations qui auront un impact positif sur le niveau de participation et le bien-être des Canadiens en situation de handicap dans le cadre de la modernisation du cadre réglementaire.

Le FPR apprécie grandement la confiance et l'engagement financier du ministère du Patrimoine canadien, qui permettent aux groupes d'intérêt public et de consommateurs de participer pleinement à la modernisation de la Loi sur la radiodiffusion.

Ce qui suit est un récit chronologique des autres mesures prises par les administrateurs du FPR afin de s'assurer que les groupes d'intérêt public et de consommateurs canadiens disposent du soutien financier nécessaire pour présenter des interventions juridiques et rigoureusement documentées lors des audiences du CRTC sur la radiodiffusion :

- Janvier : Les documents requis par le gouvernement concernant les prévisions financières et les flux de trésorerie ont été mis en place. Des révisions ont été apportées aux documents de demande du FPR, et certaines procédures ont été améliorées.
- Février : Une réunion avec les parties prenantes a eu lieu afin de discuter de l'Entente de contribution ainsi que de la situation financière du Fonds. Le FPR a pris connaissance d'une préoccupation majeure et d'une demande de la part des parties prenantes visant à réduire le délai total de traitement et de paiement des demandes.

- Mars : À la suite des commentaires reçus lors de la réunion de février, la définition des groupes d'intérêt public et de consommateurs a été révisée.
- Avril : L'AGA du FPR a eu lieu, au cours de laquelle Nav Saini est devenu le nouveau directeur représentant l'industrie de la radiodiffusion. Nav apporte une précieuse expérience au FPR, avec plus de vingt ans dans les secteurs des médias et de la consommation, dont quinze ans chez Bell Canada Entreprises (BCE), où il a occupé le poste de chef du contenu de Bell Télé. Nav remplace Barry Chapman, à qui le Fonds exprime une profonde gratitude pour ses contributions éclairées et son expertise.

À la suite des commentaires des parties prenantes concernant la rapidité du traitement et du paiement des demandes, le FPR a adopté de nouvelles normes de niveau de service (NNS). Ces nouvelles NNS sont basées sur les différentes étapes du processus de traitement des demandes, incluant un suivi rigoureux des délais réels par rapport aux normes afin de s'assurer que, sauf circonstances exceptionnelles, celles-ci soient respectées.

- Mai : Des discussions ont été entamées concernant le dépôt d'une demande de la partie 1 auprès du CRTC afin d'obtenir l'approbation d'élargir le mandat du FPR pour inclure l'attribution de frais dans le cadre de la Loi sur les nouvelles en ligne (LNL). Cette initiative est née d'un échange avec des représentants du gouvernement qui ont demandé si le FPR envisagerait d'élargir son mandat pour inclure la LNL, étant donné qu'aucun autre organisme ne soutient actuellement les interventions au CRTC provenant de groupes de nouvelles en ligne.
- Juin : Le FPR a soumis une demande de la partie 1 au CRTC afin d'obtenir l'approbation pour élargir son mandat et inclure les demandes de remboursement de frais liés à la LNL. De plus, les dates de dépôt des demandes pour l'année ont été établies en fonction des commentaires des parties prenantes.
- Août : Le FPR a écrit aux responsables du CRTC au sujet de la consultation prévue à l'automne visant à explorer de nouvelles façons de financer la participation des groupes représentant l'intérêt public aux instances du CRTC. Le FPR a souligné qu'une audience publique serait l'occasion d'informer les commissaires du succès du FPR ainsi que de la diversité des groupes d'intérêt public qui y présentent des demandes. Il a été noté qu'une audience publique offrirait une précieuse occasion d'échanger avec la Commission sur l'avenir, la possible restructuration et le financement du FPR.
- Septembre : Réception du deuxième versement de 241 813 \$ de la part de Rogers.
- Octobre : Le FPR a exprimé sa préoccupation face au report par le CRTC de sa consultation sur la participation du public, initialement prévue à l'automne 2024, à l'hiver 2025.
- Novembre : Le FPR a lancé une campagne de sensibilisation auprès des groupes d'intérêt public et de consommateurs afin de les informer qu'ils pouvaient présenter une demande de soutien financier pour intervenir devant le CRTC, notamment dans le cadre des instances visant à moderniser le cadre réglementaire de la radiodiffusion au Canada. Cette initiative a permis de faire connaître le FPR à plusieurs demandeurs qui n'avaient jamais présenté de demande auparavant.

Le CRTC a approuvé l'élargissement du mandat du FPR pour inclure les demandes d'attribution de frais dans le cadre de la Loi sur les nouvelles en ligne.

- Décembre : Les parties prenantes ont approuvé la nomination de Teresa Griffin-Muir au poste d'administratrice conjointe au sein du Conseil, en remplacement de la présidente du FPR, Robin Jackson.

À la fin de l'année, il est devenu évident que le FPR aura dépensé les 650 000 \$ prévus dans le cadre de l'Accord de contribution d'ici le 31 mars 2025. Compte tenu du report de la consultation du CRTC et du fait que le FPR prévoit l'épuisement de ses fonds d'ici le deuxième trimestre de 2026, une rencontre avec des représentants du ministère du Patrimoine canadien a été demandée afin de discuter d'une prolongation de l'Accord de contribution. Cette rencontre a eu lieu au début de janvier 2025.

Un changement a eu lieu au poste de responsable des frais, passant de André Auger à Michael Herot. Les membres du conseil d'administration du FPR souhaitent remercier André, qui a occupé les fonctions de responsable des frais et de directeur général du FPR pendant douze ans, et qui a joué un rôle essentiel dans l'élaboration des lignes directrices et des procédures du FPR en 2012. Le Conseil exprime également sa gratitude à André pour son grand professionnalisme dans ses relations avec les demandeurs et les membres du conseil.

Dans le cadre de cette transition, nous souhaitons la bienvenue à Michael Herot, comptable chez Welch LLP, au poste d'agent des frais. Nous exprimons notre gratitude à Bryden McMaster, associé au sein du cabinet comptable Welch LLP, qui continue, avec beaucoup de compétence, à superviser et à suivre les finances du FPR.

Rapport de l'Agent de Coûts - 2024

André Auger, Welch LLP

Michael Herot, Welch LLP

1.0 Déclaration de la raison d'être de l'entreprise

En vertu des statuts de constitution, les raisons d'être de l'entreprise sont encore de :

- (a) Contribuer aux dépenses des groupes de consommateurs et des organismes de défense de l'intérêt public représentant l'intérêt public et les intérêts des utilisateurs non commerciaux auprès du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) en matière de diffusion, d'après la loi de la diffusion (Canada) (en reconnaissant que la diffusion de la langue française et de la langue anglaise, bien qu'elles aient certains aspects communs, opèrent sous différentes conditions et peuvent avoir des besoins divergents);
- (b) Soutenir la recherche, l'analyse et la défense des intérêts menées dans les deux langues officielles lors des instances de radiodiffusion en vertu de la Loi sur la radiodiffusion (Canada);
- (c) Retenir un Agent de Coûts indépendant qui est responsable, sous réserve du pouvoir prépondérant du conseil d'administration, du fonctionnement quotidien du FPR ;
- (d) Offrir des services efficaces et accessibles en français et en anglais, et offrir, dans les deux langues officielles, les documents nécessaires de l'entreprise aux candidats potentiels de coûts, incluant les politiques, les critères de financement de coûts et les rapports annuels ; et
- (e) Accomplir tout ce qui contribue à la réalisation de ce qui précède.

2.0 Structure opérationnelle de l'entreprise

Comme par les années antérieures, l'entreprise s'est acquittée de ses responsabilités par le biais d'un contrat de prestation de services avec Welch LLP. Jusqu'au 31 décembre 2024, André Auger (représentant de Welch LLP) a continué d'agir à titre de responsable des frais et de directeur général (DG), assurant la gestion quotidienne du Fonds. Du 1er septembre 2024 au 31 décembre 2024, Michael Herot a collaboré avec André dans le cadre d'un plan de transition progressif. Michael est devenu le nouveau responsable des frais et directeur général du Fonds à compter du 1er janvier 2025.

Le conseil d'administration, composé de trois membres, a tenu des réunions régulières au cours de l'année pour assurer l'atteinte des objectifs de l'entreprise et pour autoriser les demandes de paiements d'indemnisation.

Pour assurer le bon fonctionnement du Fonds et du processus d'attribution de frais, les membres du conseil d'administration et l'Agent de Coûts ont communiqué entre eux au moins de façon mensuelle.

Les conseils juridiques ont été fournis, selon les besoins de l'entreprise, par le cabinet d'avocats Gowling WLG (Canada) LLP. Il règle les questions d'entreprise ou les questions d'interprétations reliées aux exigences du CRTC et à la raison d'être du Fonds.

3.0 Activités commerciales des administrateurs de l'entreprise

Le FPR est, d'abord et avant tout, une entité qui détermine, de manière impartiale, l'admissibilité des frais adjugés reliés aux instances de diffusion auprès de la Commission. Les trois membres du conseil d'administration assurent qu'aucun intérêt particulier n'est sur ou sous-représenté auprès du conseil. Les tâches entreprises par les membres du conseil du FPR en 2024 ont compris :

- 3.1.1 La supervision des opérations du FPR, y compris la logistique des réunions du conseil et du comité opérationnel, des signataires, du compte de banque et des investissements du FPR, et de l'approbation et du paiement des frais adjugés ;
- 3.1.2 La promotion d'un fonctionnement efficace et économique du FPR ;
- 3.1.3 L'offre, au besoin, de soutien et de conseils à l'Agent de Coûts du FPR ;
- 3.1.4 La prise de décisions via les résolutions du conseil en matière d'approbation ou de refus des demandes de frais adjugés ;
- 3.1.5 L'identification, sur le site web du FPR, de certaines activités par consommateur et organismes de défense de l'intérêt public qui ne sont pas éligibles pour les frais adjugés ;
- 3.1.6 La participation aux réunions régulières du comité opérationnel du FPR ;
- 3.1.7 La participation, au besoin, aux réunions avec le CRTC et Patrimoine canadien ;
- 3.1.8 La participation à l'assemblée générale annuelle du FPR ;
- 3.1.9 L'exécution des autres exigences imposées par le CRTC ; et
- 3.1.10 L'organisation et la participation à la rencontre des parties prenantes de 2024.

4.0 Tâches de l'Agent de Coûts

Welch LLP et son représentant, André Auger, CPA, CGA, CFE (jusqu'au 31 décembre 2024) et Michael Herot CPA, CA (à partir du 1^{er} janvier 2025), agissent comme l'Agent de Coûts et le PDG du FPR. Les tâches entreprises par l'Agent de Coûts en 2023 ont compris :

4.1 Stratégie institutionnelle

1. Mise à jour des politiques, des processus, des procédures et des critères de financement des frais adjugés ;
2. Mise à jour des formulaires et des documents officiels du Fonds ;
3. Maintien d'un environnement de contrôle approprié pour l'administration du Fonds ;
4. Mise à jour des exigences de déclaration de l'Agent de Coûts ;
5. Mise à jour du site Web du FPR ; et
6. Participation aux réunions du comité opérationnel du FPR.

4.2 Gestion active et générale du Fonds

1. Gestion, réconciliation et rapport sur le compte de banque et les investissements du FPR ;
2. Surveillance et supervision des activités commerciales générales ; et
3. Offre de services, de PDG et d'Agent de Coûts, dans les deux langues officielles, y compris, mais sans s'y limiter à : la récolte et la révision des demandes d'attribution de frais, la préparation des recommandations au conseil d'administration du FPR, la communication des décisions du FPR aux candidats, le maintien approprié des registres des demandes et la représentation du Fonds dans le domaine public.

4.3 Rapport des résultats

1. Préparation du rapport annuel 2024 et du plan d'affaires ;
2. Préparation, en temps opportun, des rapports d'activités du Fonds au conseil d'administration, y compris les rapports financiers mensuels ;
3. Publication d'un rapport trimestriel sur le site Web du FPR ;
4. Préparation du budget 2025 ; et
5. Exécution des autres tâches confiées par le conseil d'administration du FPR.

5.0 La proposition de valeur du FPR

Depuis sa création vers la fin de l'année 2012, le FPR a été profondément engagé à fournir un service professionnel, de haute qualité et en temps opportun à toute partie prenante.

5.1 Qualité et professionnalisme

La qualité demeure une priorité pour tous les travaux du FPR. La qualité est essentielle pour assurer que tous les travaux du FPR peuvent satisfaire à l'inspection par les parties prenantes affectées et intéressées. Le respect des normes professionnelles promulguées par les organisations professionnelles d'audit et de comptabilité sert de base pour tous les travaux du FPR. Finalement, l'atteinte de cette qualité est garantie grâce à une variété d'activités et de processus, telle que le système de contrôle de la qualité qui gère le processus d'examen des demandes du FPR.

5.2 Service en temps opportun

Le FPR est fier de réaliser des courts délais d'exécution pour toutes les demandes de frais adjugés. Comparé à 2023, le délai pour la réception, le traitement et le paiement des indemnités est resté entre 45 jours à 60 jours. À cette fin, des normes de niveau de service pour le traitement des demandes ont été introduites et adoptées cette année, et sont présentées plus en détail à l'annexe II du présent rapport.

5.3 Mobilisation communautaire

Le FPR est en communication continue avec les parties prenantes et les parties intéressées. L'assistance à la préparation des demandes de frais adjugés, le soutien aux demandeurs, la communication aux demandeurs des résultats de leurs demandes et la recherche permanente de l'avis de la communauté par le biais des réunions annuelles des parties prenantes sont essentiels pour maintenir des relations d'affaires positives avec toutes les parties.

5.4 Transparence

Le FPR est dévoué à être complètement transparent avec toutes les parties intéressées. Les résultats des décisions des frais adjugés, les états financiers audités de l'année 2024, le budget pour l'année 2025 et toutes autres statistiques clés sont affichés sur le site Web du FPR (www.bpf-fpr.ca). La section Foire aux questions du site web est mise à jour régulièrement pour bien encadrer et définir les initiatives qui ne sont pas éligibles pour les frais adjugés et fournir des réponses à d'autres questions courantes.

Examen de la gestion des risques

La gestion des risques est partie intégrante des affaires journalières du FPR. Le cadre des risques continue à évoluer au fur et à mesure que le FPR rencontre de nouvelles situations.

Le tableau suivant met en évidence les risques clés liés au FPR et les stratégies d'atténuation correspondantes :

| Risque | Stratégie d'atténuation |
|--|---|
| Risque d'épuisement des fonds | <ul style="list-style-type: none">• Surveiller régulièrement la situation financière du Fonds• Réunions tenues avec le CRTC et Patrimoine canadien pour les tenir au courant de la situation financière du FPR• Nouvel accord de contribution signé avec Patrimoine canadien• Nouveau délai de prescription d'un an pour l'acceptation des demandes |
| Indépendance / Crédibilité | <ul style="list-style-type: none">• Assurer que les politiques, procédures, formulaires et processus sont mis à jour de façon continue et restent alignés, dans la mesure du possible, avec les pratiques et les procédures des frais adjugés de radiodiffusion du CRTC• Adhérer aux normes professionnelles de comptabilité et d'audit• Maintenir une transparence absolue avec toutes les parties prenantes et intéressées |
| Risque de demandes frauduleuses pour frais adjugés | <ul style="list-style-type: none">• Retenir les services d'un cabinet expert-comptable pour la préparation des états financiers annuels audités du FPR• Embaucher à contrat Welch LLP, Comptables professionnels agréés, pour fournir des services administratifs ainsi que de gestion incluant également des procédés et contrôles internes.• Avoir en place des procédures pour vérifier l'éligibilité des candidats pour les frais adjugés• Avoir en place des procédures pour vérifier les éléments d'une application pour frais adjugés• Assurer que les politiques, procédures, formulaires et processus soient mis à jour de façon continue et restent alignés, dans la mesure du possible, avec les pratiques et les procédures des frais adjugés de radiodiffusion du CRTC |

Gestion des risques - suite

| Risque | Stratégie d'atténuation |
|---|---|
| Risque de fraude à l'interne/mauvaise gestion des fonds | <ul style="list-style-type: none">• Revoir les informations financières ainsi que les investissements sur une base régulière• S'assurer que tous les paiements émis portent deux signatures, dont une est celle d'un membre du conseil d'administration• S'assurer que toutes les décisions d'investissements soient approuvées par le conseil d'administration du FPR• Les fonds détenus par BMO Nesbitt Burns, la firme d'investissement du Fonds, peuvent seulement être versés par transfert direct à TD Canada Trust, la banque du Fonds• Les argent du Fonds peuvent seulement être investis dans des certificats de placement garanti qui sont garantis par la Société d'assurance dépôt du Canada |

Résumé des informations financières 2024

Les états financiers audités du FPR apparaissent à l'annexe I de ce document. En 2024, le Fonds a engagé des frais de 633 802 \$ (327 833 \$ en 2023), qui comprennent des frais adjugés de 488 381 \$ (167 331 \$ en 2024). Au 31 décembre 2024, l'actif net du Fonds était de 895 075 \$ (859 256 \$ au 31 décembre 2023).

Le FPR a révisé un total de 57 nouvelles applications de frais adjugés reçus en 2024 pour un total de 531 358 \$. Treize demandes ont été ajustées et cinq demandes ont été refusées au cours de l'année. Deux appels ont été traités, pour un total de 29 835 \$. En incluant ces appels ainsi que les montants comptabilisés à la fin de 2023, un total de 424 639 \$ a été versé à partir du Fonds au cours de l'année. Vingt-trois demandes, totalisant 110 085 \$, ont été reçues tard en 2024 et ont été comptabilisées au 31 décembre 2024 en vue d'un examen par le Conseil en 2025.

Les chiffres comparatifs des années précédentes sont inclus ci-dessous :

| Année fiscale | # de demandes de frais | Montant total | # de demandes de frais approuvés | Montant total approuvé |
|---------------|------------------------|---------------|----------------------------------|------------------------|
| 2024 | 57 | 531 358 \$ | 34 | 424 639 \$ |
| 2023 | 17 | 178 248 \$ | 16 | 189 600 \$ |
| 2022 | 11 | 240 013 \$ | 10 | 123 072 \$ |
| 2021 | 23 | 943 129 \$ | 22 | 569 891 \$ |
| 2020 | 21 | 1 033 510 \$ | 18 | 651 771 \$ |
| 2019 | 6 | 221 266 \$ | 8 | 313 403 \$ |
| 2018 | 16 | 278 540 \$ | 11 | 230 354 \$ |
| 2017 | 24 | 910 681 \$ | 24 | 674 821 \$ |
| 2016 | 41 | 1 106 041 \$ | 36 | 769 368 \$ |
| 2015 | 44 | 347 088 \$ | 44 | 342 527 \$ |

Annexe I

États financiers audités 2024

ÉTATS FINANCIERS
du
FONDS DE PARTICIPATION À LA RADIODIFFUSION (FPR), INC./
BROADCASTING PARTICIPATION FUND (BPF), INC.
pour l'exercice clos
LE 31 DÉCEMBRE 2024



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux administrateurs du

FONDS DE PARTICIPATION À LA RADIODIFFUSION (FPR), INC./ BROADCASTING PARTICIPATION FUND (BPF), INC.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds de participation à la radiodiffusion (FPR), INC./Broadcasting Participation Fund (BPF), Inc., (le Fonds), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états de l'évolution de l'actif net, des opérations, et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes aux états financiers, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses opérations, et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section "*Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers*" du présent rapport. Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation

Sans modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la Note 1 des états financiers qui décrit les limites sur les fonds disponibles au Fonds.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

OHC&P LLP

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Ottawa, Ontario
17 avril 2025.

**FONDS DE PARTICIPATION À LA RADIODIFFUSION (FPR), INC./
BROADCASTING PARTICIPATION FUND (BPF), INC.**

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

LE 31 DÉCEMBRE 2024

| | <u>2024</u> | <u>2023</u> |
|---|---------------------|-------------------|
| <u>ACTIF</u> | | |
| ACTIF COURANT | | |
| Encaisse | 618 923 \$ | 291 119 \$ |
| Placements - note 4 | 151 805 | 145 208 |
| Apports à recevoir - note 5 | 263 682 | 241 813 |
| Intérêts à recevoir | 2 121 | 1 389 |
| Frais payés d'avance | <u>2 251</u> | - |
| | 1 038 782 | 679 529 |
| ACTIF À LONG TERME | | |
| Apports à recevoir - note 5 | <u>-</u> | <u>241 813</u> |
| | <u>1 038 782</u> \$ | <u>921 342</u> \$ |
| <u>PASSIF ET ACTIF NET</u> | | |
| PASSIF COURANT | | |
| Comptes à payer et frais courus - note 6 | 33 618 \$ | 15 744 \$ |
| Frais adjugés à payer - note 7 | <u>110 085</u> | <u>46 342</u> |
| | <u>143 703</u> | <u>62 086</u> |
| ACTIF NET | | |
| Non grevé d'affectation | 835 079 | 799 256 |
| Réserve grevée d'affectation interne - note 8 | <u>60 000</u> | <u>60 000</u> |
| | <u>895 079</u> | <u>859 256</u> |
| | <u>1 038 782</u> \$ | <u>921 342</u> \$ |

Approuvé par le Conseil :

ROBIN JACKSON Administratrice

PENNY MCCANN Administratrice

NAV SAINI Administrateur

(voir notes ci-jointes)



**FONDS DE PARTICIPATION À LA RADIODIFFUSION (FPR), INC./
BROADCASTING PARTICIPATION FUND (BPF), INC.**

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

| | 2024 | | |
|------------------------------|------------------------------------|---|-------------------|
| | <u>Non grevé d'affectation</u> | <u>Réserve grevée d'affectation interne</u> | <u>Total</u> |
| Solde au début de l'exercice | 799 256 \$ | 60 000 \$ | 859 256 \$ |
| Revenus nets | <u>35 823</u> | <u>-</u> | <u>35 823</u> |
| Solde à la fin de l'exercice | <u>835 079</u> \$ | <u>60 000</u> \$ | <u>895 079</u> \$ |

| | 2023 | | |
|---|------------------------------------|---|-------------------|
| | <u>Non grevé d'affectation</u> | <u>Réserve grevée d'affectation interne</u> | <u>Total</u> |
| Solde au début de l'exercice | 333 138 \$ | 115 000 \$ | 448 138 \$ |
| Revenus nets | 411 118 | - | 411 118 |
| Transfert de (à) la réserve grevée d'affectation interne - note 8 | <u>55 000</u> | <u>(55 000)</u> | <u>-</u> |
| Solde à la fin de l'exercice | <u>799 256</u> \$ | <u>60 000</u> \$ | <u>859 256</u> \$ |

(voir notes ci-jointes)



**FONDS DE PARTICIPATION À LA RADIODIFFUSION (FPR), INC./
BROADCASTING PARTICIPATION FUND (BPF), INC.**

ÉTAT DES OPÉRATIONS

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

| | <u>2024</u> | <u>2023</u> |
|--------------------------------|------------------|-------------------|
| REVENUS | | |
| Apports - note 5 | 639 369 \$ | 725 439 \$ |
| Intérêts | <u>30 256</u> | <u>13 512</u> |
| | <u>669 625</u> | <u>738 951</u> |
| DÉPENSES | | |
| Frais adjugés - note 7 | 488 381 | 167 331 |
| Générales et administratives | | |
| Agent de coûts | 73 582 | 84 750 |
| Honoraires des administrateurs | 16 179 | 16 679 |
| Frais légaux | 37 925 | 43 558 |
| Audit | 7 797 | 6 554 |
| Assurances | 9 242 | 8 268 |
| Frais bancaires | <u>696</u> | <u>693</u> |
| | <u>145 421</u> | <u>160 502</u> |
| | <u>633 802</u> | <u>327 833</u> |
| REVENUS NETS | <u>35 823 \$</u> | <u>411 118 \$</u> |

(voir notes ci-jointes)



**FONDS DE PARTICIPATION À LA RADIODIFFUSION (FPR), INC./
BROADCASTING PARTICIPATION FUND (BPF), INC.**

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

| | <u>2024</u> | <u>2023</u> |
|--|-------------------|-------------------|
| FLUX DE TRÉSORERIE TIRÉS DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION | | |
| Revenus nets | 35 823 \$ | 411 118 \$ |
| Variations des éléments suivants : | | |
| Intérêts à recevoir | (732) | (226) |
| Apports à recevoir | 219 944 | (364 294) |
| Frais payés d'avance | (2 251) | - |
| Comptes à payer et frais courus | 17 874 | (3 638) |
| Frais adjugés à payer | <u>63 743</u> | <u>(22 269)</u> |
| | <u>334 401</u> | <u>20 691</u> |
| FLUX DE TRÉSORERIE TIRÉS DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT | | |
| Compte d'épargne à intérêts élevés BMO - réinvestis | (6 597) | (8 260) |
| Produits de disposition de placements | <u>-</u> | <u>75 000</u> |
| | <u>(6 597)</u> | <u>66 740</u> |
| AUGMENTATION DE L'ENCAISSE | 327 804 | 87 431 |
| ENCAISSE, AU DÉBUT DE L'EXERCICE | <u>291 119</u> | <u>203 688</u> |
| ENCAISSE, À LA FIN DE L'EXERCICE | <u>618 923 \$</u> | <u>291 119 \$</u> |

(voir notes ci-jointes)



**FONDS DE PARTICIPATION À LA RADIODIFFUSION (FPR), INC./
BROADCASTING PARTICIPATION FUND (BPF), INC.**

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. NATURE DES OPÉRATIONS

En mars 2011, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes ("CRTC") a publié la décision de radiodiffusion 2011-163 du CRTC qui a établi le Fonds de Participation à la Radiodiffusion (le "Fonds"). Le mandat, défini sous la politique réglementaire de la décision de diffusion de CRTC 2012-181 est : de contribuer aux dépenses des groupes de consommateurs et des organismes de défense de l'intérêt public représentant l'intérêt public et les intérêts des utilisateurs non commerciaux auprès du CRTC en matière de radiodiffusion en vertu de la Loi sur la radiodiffusion; de soutenir la recherche, l'analyse et la défense des intérêts menées dans les deux langues officielles lors des instances de radiodiffusion en vertu de la Loi sur la radiodiffusion; d'engager un agent de coûts indépendant qui est responsable, sous réserve du pouvoir prépondérant du conseil d'administration, du fonctionnement quotidien du Fonds; et d'accomplir tout ce qui contribue à la réussite de ce qui précède.

Le Fonds a reçu des fonds limités en conséquence des Décisions du CRTC qui ont déterminé qu'un candidat souhaitant modifier le contrôle, ou le contrôle effectif, d'une entreprise de radiodiffusion devrait contribuer financièrement au Fonds. Le Fonds ne peut déterminer ni le moment ni le montant d'un financement futur. Les fonds disponibles sont limités et, par conséquent, il se peut que le Fonds ne dispose pas de fonds suffisants pour approuver et payer les frais adjugés pour les demandes de frais adjugés reçues par le Fonds. Ceci est décrit plus en détail dans la section sur le risque de liquidité de la note 3.

Le Fonds de participation à la radiodiffusion (FPR), INC./Broadcasting Participation Fund (BPF), Inc. ("Fonds") a été constitué le 6 septembre 2012, sans capital actions, en vertu de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif, pour exploiter le Fonds. Le Fonds a accepté les formulaires de demande de frais adjugés à compter du mois d'avril 2013, pour les frais encourus le ou après le 26 mars 2012.

Le Fonds opère sur une base à but non lucratif et n'est donc pas sujet aux impôts sur le revenu, conformément à l'article 149(1)(l) de la Loi de l'impôt sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Base de comptabilité

Les états financiers ont été dressés selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, que l'on trouve à la partie III du Manuel de CPA Canada.

Constatation des recettes

Le Fonds utilise la méthode du report pour comptabiliser les apports.

Les apports au Fonds sont établis de temps en temps par les décisions du CRTC. Les apports non affectés sont comptabilisés aux revenus en lien avec les dates des décisions appropriées du CRTC. Les apports affectés sont comptabilisés aux revenus au cours de l'exercice durant lequel les dépenses reliées sont encourues. Certains apports sont dus par les contributeurs en plusieurs versements couvrant plusieurs exercices. À la date des états financiers, les apports non reçus sont comptabilisés comme apports à recevoir à l'état de la situation financière.

L'intérêt créditeur est gagné sur le compte bancaire et les placements du Fonds et est comptabilisé au revenu lorsqu'il est gagné.



**FONDS DE PARTICIPATION À LA RADIODIFFUSION (FPR), INC./
BROADCASTING PARTICIPATION FUND (BPF), INC.**

**NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - Suite
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024**

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES - Suite

Frais adjugés à payer

Les organisations doivent faire leur demande de frais adjugés au plus tard 12 mois après le jour fixé par le CRTC pour le dépôt des observations finales. Les frais adjugés sont reconnus aux dépenses et au passif du Fonds lors de la réception de la demande de coûts par l'agent. Le montant comptabilisé, évalué en date des états financiers, représente le montant le plus probable à être autorisé par le conseil d'administration du Fonds. Toute sur ou sous estimation des provisions pour frais adjugés est reconnue comme ajustement à la dépense de frais adjugés au courant de l'exercice où le montant est déboursé.

Instruments financiers

Le Fonds comptabilise initialement ses actifs et ses passifs financiers à leur juste valeur et subséquemment au coût amorti à la fin de l'exercice.

Les coûts de transaction associés à l'acquisition et à la disposition des placements sont comptabilisés à la dépense lorsqu'ils sont engagés.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction ait recours à des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés de l'actif, du passif et des actifs et passifs éventuels en date des états financiers ainsi que sur les revenus et les dépenses comptabilisés pour l'exercice.

La direction utilise des estimations quand elle inscrit les frais adjugés et les frais adjugés à payer. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations et ces différences pourraient représenter des montants significatifs.

3. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DE RISQUE

Le Fonds s'expose à, et gère divers risques financiers découlant de ses opérations et n'utilise pas de contrats d'instruments financiers, y inclus des instruments financiers dérivés à fins spéculatives.

Les risques principaux auxquels le Fonds est exposé et ses politiques de gestion de risque sont comme suit :

Risque de crédit

Le Fonds est exposé au risque de crédit provenant de son encaisse, de ses apports à recevoir et de ses placements. L'encaisse et le compte d'épargne à taux d'intérêt élevé du Fonds sont déposés auprès d'une institution financière canadienne et, par conséquent, la direction ne croit pas qu'il y ait un risque important de crédit sur ces montants. Les apports à recevoir du Fonds proviennent de deux entreprises. Il existe donc un risque que les contributeurs manquent à leurs obligations financières avant d'avoir payé, en entier, la somme due. La direction croit que ce risque de défaut est minime étant donné que le respect de l'obligation de financement est nécessaire pour que les contributeurs restent en bonne grâce avec leur organisme de réglementation, le CRTC.



**FONDS DE PARTICIPATION À LA RADIODIFFUSION (FPR), INC./
BROADCASTING PARTICIPATION FUND (BPF), INC.**

**NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - Suite
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024**

3. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DE RISQUE - Suite

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que le Fonds ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations lorsqu'elles arrivent à échéance. Le Fonds est soumis au risque de liquidité puisque le moment et le montant des contributions au Fonds et des frais adjugés payés par le Fonds sont imprévisibles.

Le Fonds gère le risque de liquidité en préparant des projections de flux de trésorerie à l'aide de moyennes historiques et continue à mettre en œuvre divers mécanismes pour préserver les flux de trésorerie. Ces mécanismes comprennent l'identification de nouvelles sources de financement, la possibilité de déclarer une interruption afin de réduire les dépenses du fonds aux coûts administratifs minimaux nécessaires à son fonctionnement (assurance, audit et pour répondre à d'autres exigences de conformité de ce type), la création d'une réserve grevée d'affectation interne (voir la note 8), qui sera utilisée pour couvrir les coûts administratifs fixes pendant une période d'interruption et assurer l'acquittement de tout passif final si le Fonds doit être liquidé, et la possibilité de réduire les paiements des frais adjugés pendant les périodes de faible solde du fonds.

Si des contributions supplémentaires ne sont pas reçues dans le fonds, des mesures supplémentaires pourraient être nécessaires pour assurer la longévité du Fonds. Le Fonds continue de gérer ses obligations financières soigneusement et n'encourra aucun passif, y compris l'approbation de frais adjugés, au-delà de la disponibilité de son fonds de roulement.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie à être tirés d'un instrument financier fluctuent en raison de facteurs liés aux marchés. Le risque de marché est composé du risque de taux d'intérêt, du risque de taux de change et du risque de prix - autre.

i) Risque du taux de change

Le risque du taux de change est le risque que la juste valeur des instruments ou des flux de trésorerie à être tirés d'un instrument financier fluctuent en fonction de facteurs liés aux taux de change du dollar canadien par rapport aux taux de change des devises étrangères.

Le Fonds n'est pas sujet au risque de taux de change puisque les sommes reçues, détenues et payables sont toutes en dollars canadiens.

ii) Risque du taux d'intérêt

Le risque du taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie à être tirés d'un instrument financier fluctuent en raison de changements dans les taux d'intérêt sur les marchés. Le Fonds gère ce risque par la mise en oeuvre de politiques de placement prudentes.

Le Fonds reçoit des intérêts, calculés d'après le taux d'intérêt composé préférentiel de la banque, sur son solde bancaire quotidien. Les placements du Fonds dans des comptes d'épargne à intérêt élevé portent des taux d'intérêt variables du marché.



**FONDS DE PARTICIPATION À LA RADIODIFFUSION (FPR), INC./
BROADCASTING PARTICIPATION FUND (BPF), INC.**

**NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - Suite
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024**

3. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DE RISQUE - Suite

iii) Risque de prix - autre

Le risque de prix - autre est le risque que la juste valeur des instruments financiers ou les flux de trésorerie à être tirés d'instruments financiers fluctuent en raison de variations des prix de marché (autres que celles dont la cause est le risque de change ou le risque du taux d'intérêt), que ces variations soient causées par des facteurs spécifiques à l'instrument financier, à son émetteur ou à des facteurs ayant effet sur des instruments similaires sur le marché.

Le Fonds n'est pas sujet au risque de prix - autre.

Changements des risques

Il n'y a pas eu d'autres changements significatifs dans l'exposition aux risques du Fonds depuis l'exercice précédent.

4. PLACEMENTS

Les placements du Fonds sont les suivants:

| | 2024 | | 2023 | |
|--|-------------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| | <u>Coût</u> | <u>Juste valeur</u> | <u>Coût</u> | <u>Juste valeur</u> |
| Encaisse détenue pour réinvestissement | 1 \$ | 1 \$ | 1 \$ | 1 \$ |
| Compte d'épargne à intérêt élevé | <u>151 804</u> | <u>151 804</u> | <u>145 207</u> | <u>145 207</u> |
| | <u>151 805</u> \$ | <u>151 805</u> \$ | <u>145 208</u> \$ | <u>145 208</u> \$ |

5. APPORTS À RECEVOIR

En janvier 2024, le Fonds a signé un accord de contribution avec le Ministère du Patrimoine canadien (le « Ministère ») dans le cadre du programme du Fonds des médias du Canada afin de recevoir un financement pouvant atteindre un maximum de 650 000 \$ pour couvrir les frais adjugés ainsi qu'une quantité limitée de frais administratifs engagés entre le 1er avril 2023 et le 31 mars 2025. Au 31 décembre 2024, des dépenses admissibles totalisant 639 369 \$ avaient été engagées, dont 617 500 \$ avaient déjà été reçus du Ministère, tandis que 21 869 \$ étaient inclus dans les contributions à recevoir en fin d'exercice.

L'année précédente, la décision de radiodiffusion CRTC 2022-76 a exigé que Rogers Communications Inc. et Shaw Communications Inc. versent une contribution totale de 725 439 \$ au Fonds. Ce montant devait être reçu en trois versements annuels entre 2023 et 2025. Au 31 décembre 2024, deux de ces paiements avaient été reçus. Le dernier versement de 241 813 \$ est inclus dans les contributions à recevoir à la fin de l'exercice et devrait être reçu d'ici le 31 août 2025.



**FONDS DE PARTICIPATION À LA RADIODIFFUSION (FPR), INC./
BROADCASTING PARTICIPATION FUND (BPF), INC.**

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - Suite

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

6. COMPTES À PAYER ET FRAIS COURUS

Les comptes à payer et frais courus comprennent des remises gouvernementales à payer néant 857\$ (2023 - néant \$).

7. FRAIS ADJUGÉS

Le statut des frais adjudgés pour l'exercice est comme suit:

| | <u>2024</u> | <u>2023</u> |
|--|-----------------------|-----------------------|
| Demandes payées pendant l'exercice | 424 638 \$ | 189 601 \$ |
| Ajout : demandes non approuvées en fin d'exercice | 110 085 | 46 342 |
| Moins : demandes non approuvées en début d'exercice | <u>(46 342)</u> | <u>(68 612)</u> |
| Dépense totale de frais adjudgés pour l'exercice | <u>488 381 \$</u> | <u>167 331 \$</u> |

Depuis le 31 décembre 2024 et jusqu'à la publication de ces états financiers, des demandes additionnelles totalisant 310 027 \$ (2024 - 47 407 \$) ont été reçues.

8. FONDS DE RÉSERVE GREVÉE D'AFFECTATION INTERNE

Le 22 juillet 2021, le conseil d'administration du Fonds de Participation à la Radiodiffusion a approuvé l'affectation interne de 115 000 \$. Ces fonds grevés d'affectation interne ont été mis de côté pour couvrir les coûts permanents de fonctionnement du Fonds en cas d'interruption prolongée et pour garantir la disponibilité de fonds suffisants afin de couvrir les dépenses finales si le Fonds devait être dissous faute de financement permanent adéquat.

En juin 2023, et en lien à la confirmation par Rogers de son intention d'effectuer des paiements au titre d'avantages tangibles sur une période de trois ans, le conseil d'administration a approuvé la réduction de la réserve affectée à 60 000 \$. Ce solde réduit vise à garantir une réserve de trésorerie suffisante pour financer certaines dépenses d'exploitation en attendant la réception des paiements différés liés aux avantages tangibles.

9. ENGAGEMENTS

Le Fonds a signé un contrat avec une entreprise qui accomplira les services d'agent de coûts, ainsi que d'autres activités administratives journalières reliées à l'opération du Fonds. Le contrat prend fin le 31 décembre 2027 et exige des paiements annuels de 84 000 \$ plus TVH. Comme décrit à la note 3, cependant, pendant la période d'interruption, ces paiements sont réduits pour couvrir uniquement les dépenses nécessaires au maintien du fonctionnement du Fonds.

Annexe II

Résumé des demandes 2024 et Normes de service pour le traitement des demandes

| Légende | | Réclamations en suspens au 31 décembre 2024 | | | |
|---------|--|---|--|--|--|
| | | Réclamations refusées au cours de l'année | | | |

| DEMANDEURS | INSTANCES # | RECLAMATION # | COURUS AU | RÉCLAMATIONS | PAYÉS | COURUS AU | DÉPENSES | REVISION | ANGLAIS | FRANCAIS | | |
|--|---|---------------|------------------|-----------------------|----------------|-----------------------|-----------------|------------------|---------------|--------------|---------------|------------|
| | | | 31 DÉCEMBRE 2023 | RECUS PENDANT L'ANNÉE | AJUSTEMENTS | RÉCLAMATIONS REFUSÉES | PENDANT L'ANNÉE | 31 DÉCEMBRE 2024 | EN 2024 | | | |
| Reçu en 2023 et payé en 2024 | FRPC | Part 1 BPF | 18288-253 | 39 757,17 | | | 39 757,17 | | | | | |
| | | 2023-138 | 18288-254 | 3 491,62 | | (3 491,62) | | | | | | |
| | U Multicultural Inc. | | 2023-138 | 18288-255 | 10 673,31 | (4 088,00) | 6 585,31 | | | | | |
| Ron Evans - CKHA Radio | | 2023-138 | 18288-256 | 542,64 | | 542,64 | | 542,64 | 271,32 | 271,32 | | |
| NCRA | | 2023-219 | 18288-257 | 282,00 | | 282,00 | | 282,00 | 282,00 | | | |
| NCRA | | 2023-451 | 18288-258 | 446,50 | | 446,50 | | 446,50 | 446,50 | | | |
| NCRA | | 2023-139 | 18288-259 | 1 645,00 | | 1 645,00 | | 1 645,00 | 822,50 | 822,50 | | |
| NCRA | | 2023-140 | 18288-260 | 399,50 | | 399,50 | | 399,50 | 199,75 | 199,75 | | |
| NCRA | | 2023-187 | 18288-261 | 211,50 | | 211,50 | | 211,50 | 211,50 | | | |
| NCRA | | 2023-280 | 18288-262 | 282,00 | | 282,00 | | 282,00 | 282,00 | | | |
| Documentary Organization of Canada (DOCORG) | | 2023-138 | 18288-263 | 32 455,25 | (1 163,85) | 31 291,40 | | 31 291,40 | 15 645,70 | 15 645,70 | | |
| FRPC | | 2023-138 | 18288-264 | 40 632,92 | | 40 632,92 | | 40 632,92 | 20 316,46 | 20 316,46 | | |
| PIAC / NPF | | 2023-138 | 18288-265 | 52 019,34 | | 52 019,34 | | 52 019,34 | 26 009,67 | 26 009,67 | | |
| ineligible claim | O/S | 18288-266 | | 55 468,88 | | (55 468,88) | | | - | - | | |
| OpenMedia | | 2023-140 | 18288-269 | 1 292,50 | (503,60) | 788,90 | | 788,90 | 394,45 | 394,45 | | |
| OpenMedia | | 2023-138 | 18288-267 | 9 130,00 | (4 313,28) | 4 816,72 | | 4 816,72 | 2 408,36 | 2 408,36 | | |
| OpenMedia | | 2023-139 | 18288-268 | 1 805,50 | (647,33) | 1 158,17 | | 1 158,17 | 579,09 | 579,08 | | |
| Racial Equity Screen Office (RESO) | | 2023-138 | 18288-270 | 6 865,44 | (690,00) | 6 175,44 | | 6 175,44 | 3 087,72 | 3 087,72 | | |
| FRPC | | 2024-0125 | 18288-271 | 6 710,32 | | 6 710,32 | | 6 710,32 | 6 710,32 | | | |
| ELAN | | 2023-138 | 18288-272 | 47 486,51 | (1 929,08) | 45 557,43 | | 45 557,43 | 22 778,72 | 22 778,71 | | |
| Reçu en 2024 et payé en 2024 | Black Screen Office (BSO) | 2023-138 | 18288-273 | 13 832,74 | (1 557,27) | 12 275,47 | | 12 275,47 | 6 137,74 | 6 137,73 | | |
| Documentary Organization of Canada (DOCORG) | | 2023-138 | 18288-274 | 3 466,00 | | 3 466,00 | | 3 466,00 | 1 733,00 | 1 733,00 | | |
| FRPC | | 2024-121 | 18288-275 | 13 701,25 | | 13 701,25 | | 13 701,25 | 6 850,63 | 6 850,62 | | |
| Disability Screen Office (DSO) | | 2023-138 | 18288-276 | 4 561,33 | | 4 561,33 | | 4 561,33 | 2 280,67 | 2 280,66 | | |
| FRPC | | 2024-67 | 18288-277 | 18 508,46 | | 18 508,46 | | 18 508,46 | 18 508,46 | | | |
| PIAC | | 2024-0069 | 18288-278 | 5 054,64 | (200,00) | 4 854,64 | | 4 854,64 | 4 854,64 | | | |
| CACTUS | | 2023-138 | 18288-279 | 29 232,39 | | 29 232,39 | | 29 232,39 | 14 616,20 | 14 616,19 | | |
| Alberta Media Production Industries Association (AMPPIA) | | 2023-138 | 18288-280 | 4 995,26 | | 4 995,26 | | 4 995,26 | 2 497,63 | 2 497,63 | | |
| FRPC | | 2024-148 | 18288-281 | 6 563,42 | | 6 563,42 | | 6 563,42 | 3 281,71 | 3 281,71 | | |
| FRPC | | 2024-0385 | 18288-282 | 8 804,58 | | 8 804,58 | | 8 804,58 | 8 804,58 | | | |
| FRPC | | 2024-0399 | 18288-283 | 6 704,67 | | 6 704,67 | | 6 704,67 | 6 704,67 | | | |
| FRPC | | 2024-172 | 18288-284 | 5 245,08 | | 5 245,08 | | 5 245,08 | 5 245,08 | | | |
| FRPC | | 2024-137 | 18288-285 | 11 375,33 | | 11 375,33 | | 11 375,33 | 11 375,33 | | | |
| FRPC | | 2024-164 | 18288-286 | 25 213,13 | | 25 213,13 | | 25 213,13 | 25 213,13 | | | |
| FRPC | | 2024-213 | 18288-287 | 5 810,08 | | 5 810,08 | | 5 810,08 | | 5 810,08 | | |
| FRPC | | 2024-0491-1 | 18288-288 | 4 901,38 | | 4 901,38 | | 4 901,38 | 4 901,38 | | | |
| FRPC | | 2024-143 | 18288-289 | 3 319,38 | | 3 319,38 | | 3 319,38 | 3 319,38 | | | |
| FRPC | | 2024-0355 | 18288-290 | 10 537,25 | | 10 537,25 | | 10 537,25 | 10 537,25 | | | |
| FRPC | | 2024-55 | 18288-291 | 11 300,00 | | 11 300,00 | | 11 300,00 | 11 300,00 | | | |
| ineligible claim | | 2023-49 | 18288-292 | 58,75 | (58,75) | | | | | | | |
| ineligible claim | | 2023-129 | 18288-293 | 88,13 | (88,13) | | | | | | | |
| ineligible claim | | 2023-129 | 18288-294 | 220,43 | (220,43) | | | | | | | |
| NCRA | | 2023-138 | 18288-295 | 2 526,25 | | 2 526,25 | | 2 526,25 | 1 263,13 | 1 263,12 | | |
| NCRA | | 2024-67 | 18288-296 | 1 086,88 | | 1 086,88 | | 1 086,88 | 1 086,88 | | | |
| NCRA | | 2024-148 | 18288-297 | 14,69 | | 14,69 | | 14,69 | 14,69 | | | |
| NCRA | | 2024-148 | 18288-298 | 381,88 | | 381,88 | | 381,88 | 381,88 | | | |
| NCRA | | 2024-148 | 18288-299 | 308,44 | | 308,44 | | 308,44 | 308,44 | | | |
| NCRA | | 2024-172 | 18288-300 | 58,75 | | 58,75 | | 58,75 | 58,75 | | | |
| Reçu en 2024 et payé en 2025 | NCRA | 2024-202 | 18288-301 | 202,31 | 18,00 | 220,31 | | 220,31 | 220,31 | | | |
| en 2025 | Newfoundland and Labrador Deaf Association (NLAD) | 2024-164 | 18288-302 | 352,50 | | 352,50 | | 352,50 | 352,50 | | | |
| Ontario Association for the Deaf (OAD) | | 2024-164 | 18288-303 | 2 043,75 | | 2 043,75 | | 2 043,75 | 2 043,75 | | | |
| Canada Deaf Grassroots Movement (CDGM) | | 2024-143 | 18288-304 | 3 135,00 | | 3 135,00 | | 3 135,00 | 3 135,00 | | | |
| CDGM | | 2024-164 | 18288-305 | 3 245,00 | | 3 245,00 | | 3 245,00 | 3 245,00 | | | |
| CDGM | | 2024-202 | 18288-306 | 4 290,00 | | 4 290,00 | | 4 290,00 | 4 290,00 | | | |
| Fédération culturelle canadienne française | | 2024-202 | 18288-307 | 19 825,00 | (4 575,00) | 15 250,00 | | 15 250,00 | | 15 250,00 | | |
| FRPC | | 2024-138 | 18288-308 | 6 789,42 | | 6 789,42 | | 6 789,42 | 6 789,42 | | | |
| FRPC | | 2024-236 | 18288-309 | 4 943,75 | | 4 943,75 | | 4 943,75 | 4 943,75 | | | |
| FRPC | | 2024-0538 | 18288-310 | 13 338,71 | | 13 338,71 | | 13 338,71 | 13 338,71 | | | |
| Documentary Organization of Canada (DOCORG) | | 2024-288 | 18288-311 | 1 261,36 | (145,11) | 1 116,25 | | 1 116,25 | 558,13 | 558,13 | | |
| Alliance des Producteurs Francophones Canada (APFC) | | 2023-202 | 18288-312 | 16 385,46 | (1 269,93) | 15 115,53 | | 15 115,53 | 15 115,53 | | | |
| Total excluant les appels | | 60 | 53 922,10 | 531 358,63 | (21 064,45) | (59 327,81) | 394 803,27 | 110 085,20 | 458 545,99 | 22 698,13 | 290 637,88 | 167 908,12 |
| Appels | | | | | | | | | | | | |
| CACTUS (CMPWG) | | 2015-421 | 18288-210 | 28 836,78 | | 28 836,78 | | 28 836,78 | 14 418,39 | 14 418,39 | | |
| Community Bulletin Board - Life on Gabriola | | 2023-138 | 18288-254 | | | 999,12 | | 999,12 | 499,56 | 499,56 | | |
| Total incluant les appels | | 62 | 53 922,10 \$ | 560 195,41 \$ | (21 064,45) \$ | (59 327,81) \$ | 424 639,17 \$ | 110 085,20 \$ | 488 381,89 \$ | 22 698,13 \$ | 305 555,83 \$ | 182 826,07 |

Broadcasting Participation Fund / Le Fonds de Participation à la Radiodiffusion

LE FONDS DE PARTICIPATION À LA RADIODIFFUSION (FPR) INC.

RÉSUMÉ DES RÉCLAMATIONS PAR INSTANCE

AU 31 DÉCEMBRE 2024

RÉCLAMATIONS

| TOTAL DES RÉCLAMATIONS PAR INSTANCE DU CRTC | | COURUS AU 31 DÉCEMBRE 2023 | REÇUS PENDANT L'ANNÉE | AJUSTEMENTS | RÉCLAMATIONS REFUSÉS | PAYÉS PENDANT L'ANNÉE | COURUS AU | DÉPENSES |
|--|-------------|-------------------------------|--------------------------|---------------|-------------------------|--------------------------|------------------|---------------|
| | | | | | | | 31 DÉCEMBRE 2024 | EN 2024 |
| Part 1 Application re: Funding of the BPF | 0/\$ | 1 | 39 757,17 | | | 39 757,17 | | |
| The Path Forward | 2023-138 | 15 | 14 164,93 | 247 746,07 | (13 741,48) | (3 491,62) | 242 151,65 | 2 526,25 |
| Amending Conditions of Approval re: BPF | 2023-219 | 1 | | 282,00 | | | 282,00 | 282,00 |
| ELMNT FM Ottawa and Toronto | 2023-451 | 1 | | 446,50 | | | 446,50 | 446,50 |
| Call For Comments - Proposed Regulation For Online | 2023-139 | 2 | | 3 450,50 | (647,33) | | 2 803,17 | 2 803,17 |
| Call For Comments - Conditions of Service For Online Undertakings | 2023-140 | 2 | | 1 692,00 | (503,60) | | 1 188,40 | 1 188,40 |
| CBC Application re: Licensing Related to Indigenous People | 2023-187 | 1 | | 211,50 | | | 211,50 | 211,50 |
| Call For Comments - Proposed New Broadcasting Fees Regulation | 2023-280 | 1 | | 282,00 | | | 282,00 | 282,00 |
| Part 1 Application - Broadcast Emergency Alerts | 0/\$ | 1 | | 55 468,88 | | (55 468,88) | | |
| Bell SRDU Broadcasting License | 2024-0125 | 1 | | 6 710,32 | | | 6 710,32 | 6 710,32 |
| Broadcasting Regulatory Policy 2024-121 | 2024-121 | 1 | | 13 701,25 | | | 13 701,25 | 13 701,25 |
| Indigenous Broadcasting Policy 2024-67 | 2024-67 | 2 | | 19 595,34 | | | 18 508,46 | 1 086,88 |
| Part 1 Application - Accessibility Complaint Related to TV Service | 2024-0069 | 1 | | 5 054,64 | (200,00) | | 4 854,64 | 4 854,64 |
| BNOC2024-148 | 2024-148 | 2 | | 13 352,84 | | | 6 563,42 | 6 789,42 |
| Amendment to a Condition of Service - Blue Ant | 2024-0385 | 1 | | 8 804,58 | | | 8 804,58 | 8 804,58 |
| CPAC Monthly Rate | 2024-0399 | 1 | | 6 704,67 | | | 6 704,67 | 6 704,67 |
| Maritime Broadcasting System | 2024-172 | 2 | | 5 303,83 | | | 5 245,08 | 58,75 |
| Call For Comments - Policy on Closed Captioning | 2024-137 | 1 | | 11 375,33 | | | 11 375,33 | 11 375,33 |
| Independent Local News Fund | 2024-164 | 4 | | 30 854,38 | | | 5 641,25 | 30 854,38 |
| Call For Comments - Vista Radio, Cabin Radio | 2024-213 | 1 | | 5 810,08 | | | 5 810,08 | 5 810,08 |
| Part 1 - Online Music | 2024-0491-1 | 1 | | 4 901,38 | | | 4 901,38 | 4 901,38 |
| Application by Google for Online News Act Exemption | 2024-143 | 2 | | 6 454,38 | | | 6 454,38 | 6 454,38 |
| Part 1 - Expand BPF Mandate | 2024-0355 | 1 | | 10 537,25 | | | 10 537,25 | 10 537,25 |
| Call For Comments - Online News Act | 2024-55 | 1 | | 11 300,00 | | | 11 300,00 | 11 300,00 |
| Skigin Radio Inc. | 2023-49 | 1 | | 58,75 | | (58,75) | - | - |
| U Multicultural Inc. | 2023-129 | 2 | | 308,56 | | (308,56) | - | - |
| Indigenous Broadcasting Policy | 2024-202 | 4 | | 40 702,77 | (5 826,93) | | 34 875,84 | 34 875,84 |
| Vista Radio | 2024-148 | 3 | | 705,01 | | | 705,01 | 705,01 |
| Proposed Regulations re: Bargaining Related to ONA | 2024-236 | 1 | | 4 943,75 | | | 4 943,75 | 4 943,75 |
| Part 1 - OUTv | 2024-0538 | 1 | | 13 338,71 | | | 13 338,71 | 13 338,71 |
| The Path Forward – Defining “Canadian program” and supporting the creation and distribution of Canadian programming in the audio-visual sector | 2024-288 | 1 | | 1 261,36 | (145,11) | | 1 116,25 | 1 116,25 |
| | | 60 | 53 922,10 \$ | 531 358,63 \$ | (21 064,45) \$ | (59 327,81) \$ | 394 803,27 \$ | 110 085,20 \$ |
| | | | | | | | | 458 545,99 \$ |

Le Fonds de Participation à la Radiodiffusion (FPR)
Divulgation trimestrielle des normes de service
pour les réclamations reçues en 2024
(1er janvier 2024 au 31 décembre 2024)

| Trimestre fiscal de réception de la réclamation | Nombre de jours entre la réception et le traitement de la réclamation | Nombre de jours entre le traitement de la réclamation et l'approbation par Welch | Nombre de jours entre le traitement de la réclamation et l'approbation par Welch | Nombre de jours entre l'approbation du Conseil et le paiement | Nombre total de jours | Notes |
|--|---|--|--|---|-----------------------|-------|
| Moyenne du T1 2024 (1er janvier 2024 au 31 mars 2024) – 12 réclamations reçues | 10 | 31 | 11 | 8 | 60 | |
| Moyenne du T2 2024 (1er avril 2024 au 30 juin 2024) – 7 réclamations reçues | 30 | 18 | 10 | 14 | 73 * | |
| Moyenne du T3 2024 (1er juillet 2024 au 30 septembre 2024) – 13 réclamations reçues | 6 | 13 | 20 | 8 | 47 | |
| Moyenne du T4 2024 (1er octobre 2024 au 31 décembre 2024) (19 réclamations reçues et traitées) | 7 | 33 | 11 | 13 | 65 ** | |
| Moyenne annuelle de l'année 2024 (1er janvier 2024 au 31 décembre 2024) | 11 | 25 | 13 | 11 | 60 *** | |

*Remarque : La moyenne du T2 a augmenté par rapport au T1 en raison du fait que 4 des 7 réclamations reçues au T2 provenaient de nouveaux demandeurs. Ces réclamations ont nécessité plus de temps pour être traitées et examinées en raison d'informations manquantes et de demandes de clarifications supplémentaires au cours des étapes de traitement et d'examen. En excluant ces réclamations de nouveaux demandeurs, le nombre total moyen de jours pour le T2 2024 était de 58 (légèrement en baisse par rapport au T1).

**Remarque : L'augmentation de la moyenne au T4 par rapport aux périodes précédentes s'explique par la fermeture des bureaux pendant les congés ainsi que par un volume important de réclamations reçues (y compris certaines provenant de nouveaux demandeurs).

***Remarque : Aux fins des normes de service, toutes les réclamations refusées ainsi que celles liées à la Loi sur les nouvelles en ligne ont été exclues des calculs.

Annexe III

Budget 2025

**The Broadcasting Participation Fund (BPF), Inc./
Le Fonds de Participation à la Radiodiffusion (FPR), Inc.**

Budget 2025

| | <u>Notes</u> | <u>Net</u> | <u>TVH</u> | <u>Coût total estimé</u> |
|---|--------------|-------------------|------------------|--------------------------|
| Dépenses | | | | |
| Agent de Coûts | 1 | 84 000 \$ | 10 920 \$ | 94 920 \$ |
| Honoraires des administrateurs (sans TVH) | 2 | 16 000 | - | 16 000 |
| Frais juridiques | 3 | 25 000 | 3 250 | 28 250 |
| Audit | 4 | 7 500 | 975 | 8 475 |
| Assurance (TVP seulement, car aucune TPS sur l'assurance) | 5 | 3 500 | 280 | 3 780 |
| Frais bancaires (sans TVH) | 6 | 700 | - | 700 |
| Total des dépenses budgétisées | | <u>136 700 \$</u> | <u>15 425 \$</u> | <u>152 125 \$</u> |
| Revenus connus | | | | |
| Intérêts sur les placements et le solde bancaire | 7 | | | <u>20 000</u> |
| Dépenses budgétisées nettes avant les indemnités de frais | | | | <u>132 125</u> |
| Financement disponible pour les indemnités de frais au 31 décembre 2024 | | | | |
| Actif net au 31 décembre 2024 | 8 | | | 895 079 |
| Moins : Réserve affectée à l'interne pour interruption/clôture | 9 | | | (60 000) |
| | | | | <u>835 079</u> |
| Montants disponibles pour les indemnités de frais en 2025 | 10 | | | \$ 702 954 |
| Notes | | | | |
| 1 Honoraires de l'agent des frais selon le contrat en vigueur au 1er janvier 2025, soit 7 000 \$ par mois plus TVH | | | | |
| 2 Estimation basée sur les honoraires des administrateurs de 2024 | | | | |
| Estimation augmentée pour couvrir le coût supplémentaire des travaux juridiques visant à mettre à jour les processus et les documents de gouvernance | | | | |
| 3 liés à la Loi sur les nouvelles en ligne | | | | |
| 4 Estimation basée sur les données réelles de 2024 | | | | |
| 5 Assurance réduite en raison de l'identification d'un nouveau fournisseur offrant des tarifs plus bas | | | | |
| 6 Estimation fondée sur les résultats réels de 2024 | | | | |
| 7 Le FPR a généré des intérêts de 30 000 \$ en 2024; une baisse est prévue en raison d'un solde bancaire inférieur et d'une diminution | | | | |
| 8 Selon les états financiers vérifiés de 2024 | | | | |
| 9 Le 22 juillet 2021, le conseil d'administration du Fonds de participation à la radiodiffusion (FPR) a approuvé l'affectation interne d'un montant de 115 000 \$. Ces fonds affectés ont été mis de côté pour couvrir les dépenses liées aux coûts courants d'exploitation du fonds advenant une interruption prolongée des activités, et pour s'assurer que des fonds suffisants restent disponibles pour couvrir les dépenses finales dans l'éventualité où le fonds ne parviendrait pas à obtenir un financement continu suffisant et devrait être liquidé. | | | | |
| En juin 2023, et à la suite de la confirmation par Rogers de son intention d'effectuer des paiements d'avantages tangibles sur une période de trois ans, le conseil a approuvé la réduction du fonds affecté en interne à 60 000 \$. Ce solde réduit vise à garantir qu'une réserve de trésorerie suffisante soit disponible pour financer certaines dépenses d'exploitation en attendant la réception des portions différées des paiements d'avantages tangibles. | | | | |
| Il est impossible de prévoir avec exactitude le niveau des indemnités de réclamation; toutefois, les dépenses liées aux paiements | | | | |
| 10 des réclamations au cours des dernières années étaient les suivantes : | | | | |
| | | 2024 | | 488 381,00 \$ |
| | | 2023 | | 167 331 |
| | | 2022 | | 141 405 |
| | | 2021 | | 576 262 |
| | | 2020 | | 610 981 |
| | | 2019 | | 227 410 |
| | | 2018 | | 316 799 |
| | | 2017 | | 674 821 |
| | | 2016 | | 736 920 |

Annexe IV

Chronologie des événements clés

| Date (2024) | Événement clé |
|------------------------|--|
| 9 janvier. | Réunion du comité du FPR <ul style="list-style-type: none"> • 4 demandes approuvées pour 39 757,17 \$ |
| 23 janvier | Le FPR signe un accord de contribution avec le ministère du Patrimoine canadien, procurant 650 000 \$ de nouveau financement pour les frais adjugés. |
| 29 janvier | Réunion des parties prenantes du FPR <ul style="list-style-type: none"> • Discussion des exigences prévues dans l'accord de contribution concernant les rapports financiers et les prévisions de trésorerie, la révision du formulaire de l'annexe E et des lettres aux demandeurs afin de refléter le libellé de l'accord • Approbation d'un nouveau formulaire interne d'évaluation des réclamations • Examen des finances et de l'assurance responsabilité |
| 12 février | Réunion du comité du FPR <ul style="list-style-type: none"> • Préparation de la réunion des parties prenantes • Approbation des états financiers vérifiés de 2023 • Mise à jour financière |
| 22 février | Réunion du comité du FPR <ul style="list-style-type: none"> • Discussion de l'accord de contribution, de la situation financière du Fonds et de la ventilation des coûts d'administration • Discussion sur la rapidité du processus de paiement et sur le point de vue des parties prenantes selon lequel l'échelle de paiement du FPR pour les avocats et les consultants doit être mise à jour • Changements à venir au sein du conseil d'administration du FPR |
| 05 mars | Réunion du comité du FPR <ul style="list-style-type: none"> • 5 demandes approuvées pour 9 501,45 \$ • Approbation de la définition révisée des groupes d'intérêt public et des groupes de consommateurs • Mise à jour financière et exigences de rapports auprès de Patrimoine canadien |
| 19 mars | Réunion du comité du FPR <ul style="list-style-type: none"> • 5 demandes approuvées pour 41 525,92 \$ • Mise à jour financière |
| 02 April | Réunion stratégique du FPR <ul style="list-style-type: none"> • Mise à jour financière • La retenue de 25 % sur les réclamations a été supprimée, mais demeure en vigueur si nécessaire |
| 23 avril | Réunion du comité du FPR <ul style="list-style-type: none"> • Mise à jour financière |

| | |
|--------------|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> • 2 demandes approuvées pour 83 310,74 \$ |
| 23 avril | Note aux parties prenantes annonçant de nouvelles normes de service et une réduction ponctuelle des honoraires de Welch pour les services de l'agent des frais. |
| 25 avril | AGA du FPR <ul style="list-style-type: none"> • Approbation du rapport annuel et du plan d'activités ; • Approbation des états financiers vérifiés ; • Nomination des vérificateurs externes ; • Nomination de Nav Saini à titre d'administrateur représentant l'industrie de la radiodiffusion. |
| 14 mai | Réunion du comité du FPR <ul style="list-style-type: none"> • Mise à jour financière • Discussion de la demande de la partie 1 visant à élargir le mandat du FPR pour inclure les indemnités de frais prévues par la Loi sur les nouvelles en ligne (LNL). |
| 18 juin | Partie 1 envoyée au CRTC visant à élargir le mandat du FPR pour inclure les réclamations de frais liées à la LNL. |
| 27 juin | Réunion du comité du FPR <ul style="list-style-type: none"> • Mise à jour financière • 4 demandes approuvées pour 6 763,79\$ • Dates de réception des demandes pour le reste de l'année 2024 établies |
| 11 juillet | Note aux parties prenantes annonçant les dates de réception des demandes et la nomination de Nav Saini, nouveau représentant de l'industrie de la radiodiffusion au sein du FPR. |
| 6 août | Réunion du comité du FPR <ul style="list-style-type: none"> • Mise à jour financière • 8 demandes approuvées pour 112 113,87 \$ |
| 8 août | Communication aux responsables du CRTC concernant une consultation prévue à l'automne sur la participation de l'intérêt public, visant à explorer de nouvelles façons de financer la participation des groupes représentant l'intérêt public aux instances du CRTC. Le FPR a souligné qu'une audience publique serait une occasion d'informer les commissaires du succès du FPR ainsi que de la diversité des groupes d'intérêt public ayant présenté des demandes. Il a été précisé qu'une audience publique offrirait une précieuse occasion d'échanger avec le Conseil sur l'avenir, la possible restructuration et le financement du FPR. |
| 10 septembre | Réunion du comité du FPR <ul style="list-style-type: none"> • Mise à jour financière • 4 demandes approuvées pour 40 650,45 \$ |
| 14 septembre | Deuxième paiement de Rogers de 241 813 \$ reçu. |
| 28 octobre | Réunion du comité du FPR <ul style="list-style-type: none"> • Mise à jour financière • Demande de Partie 1 concernant le financement du FPR |
| 5 novembre | Réunion du comité du FPR |

| | |
|-------------|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation des intervenants aux instances du CRTC 2024-164 – Fonds pour les nouvelles locales indépendantes et CRTC 2024-202 – Communautés de langue officielle en situation minoritaire afin de les informer de la possibilité de présenter une demande d’indemnité de frais auprès du FPR 1 réclamation approuvée pour un montant de 4 995,26 \$ Mise à jour financière |
| 6 novembre | Approbation du CRTC pour élargir le mandat du FPR afin d’inclure les réclamations de frais liées à la Loi sur les nouvelles en ligne. |
| 18 décembre | <p>Réunion du comité du FPR</p> <ul style="list-style-type: none"> 3 demandes approuvées pour 21 248,71 \$ Trois nouvelles dates de réception des demandes établies pour 2025 Quatre réclamations de frais liées à la Loi sur les nouvelles en ligne mises en suspens Les parties prenantes approuvent la nomination de Teresa Griffin-Muir au poste d’administratrice conjointe approuvée au sein du conseil d’administration du FPR, en remplacement de Robin Jackson lors de la prochaine AGA. Transition de André Auger comme gestionnaire des coûts du FPR à Michael Herot Demande de réunion avec les responsables de Patrimoine canadien concernant la prolongation de l’accord de contribution. Sans un modèle de financement plus stable que l’on espère comme résultat de la consultation du CRTC visant à explorer de nouvelles façons de financer la participation des groupes d’intérêt public, le FPR prévoit qu’il aura épuisé ses fonds d’ici le deuxième trimestre de 2025. |